



N° du rôle.....000703.....

Reçu le... 20 JUIN 2025... 16... H

Communication en Conseil des Ministres

NOUVELLE
VERSION

Objet : Situation de l'exécution du budget de l'Etat à fin mars 2025

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin mars 2025, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses par rapport aux objectifs arrêtés à l'issue de la mission d'évaluation du FMI d'octobre 2024.

I – MOBILISATION DES RESSOURCES

Les **ressources** mobilisées hors comptes spéciaux du trésor à fin mars 2025, s'élèvent globalement à **3.707** milliards de FCFA pour une prévision de 3.200,7 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 115,8%.

Les réalisations de ressources comprennent **1.647,8** milliards de FCFA de **recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **2.059,2** milliards de FCFA de **ressources de trésorerie** (remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

I.1. Les recettes budgétaires

Concernant les **recettes fiscales**, le niveau de recouvrement ressort à **1.592,1** milliards de FCFA à fin mars 2025, contre un objectif de 1.635,6 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 97,3%. Ce résultat est principalement lié aux performances moindres enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en régime intérieur y compris celle exonérée sur les projets cofinancés** est ressortie à **217,2** milliards de FCFA contre un objectif de 286 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 75,9%. Ce résultat s'explique essentiellement par le niveau de la TVA exonérée sur les projets cofinancés qui s'est chiffré à 6,2 milliards de FCFA pour une prévision de 56,5 milliards de FCFA;
- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz** a été collecté à hauteur de **72** milliards de FCFA, pour un objectif de 90,6 milliards de FCFA correspondant à un taux de recouvrement de 79,5%. Ce résultat est lié au nombre relativement plus élevé des contribuables ayant acquitté l'impôt minimum forfaitaire (4 268 à fin mars 2025 contre 3 939 à fin mars 2024), ainsi que le niveau moins élevé qu'attendu des résultats des entreprises en lien avec le dynamisme moindre que projeté de l'activité économique en 2024 (6% de taux de croissance contre 6,1% initialement projeté) ;
- **les taxes à l'exportation** se sont chiffrées à **230,8** milliards de FCFA contre un objectif de 244,3 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 94,5% en lien avec un volume de noix de cajou à l'exportation plus faible que prévu (1.800 tonnes pour un objectif de 182.169 tonnes) ;

Par ailleurs, certaines natures de recettes enregistrent des niveaux d'exécution plus élevés que les objectifs fixés à fin mars. Il s'agit notamment **des revenus du pétrole et du gaz** (+30,3 milliards de FCFA en lien avec le paiement d'un reliquat de revenus de 2024), de **la taxe ad valorem** (+14,5 milliards de FCFA en rapport avec l'augmentation de la quantité (+16,7%) et la hausse du prix (+39,3%) de l'or exporté) et **des droits et taxes à l'importation** (+13,6 milliards de FCFA dont +7,2 milliards de FCFA au titre des marchandises générales et +6,4 milliards de FCFA provenant des produits pétroliers).

S'agissant des **recettes non fiscales**, elles ont été recouvrées à hauteur de 45,1 milliards de FCFA contre 21,9 milliards de FCFA prévus, soit un écart positif de 23,2 milliards de FCFA. Ce bon résultat est en lien principalement avec le recouvrement de 11,2 milliards de FCFA de bonus de signature et de 4,8 milliards de FCFA de commissions sur transferts hors UEMOA non initialement prévus au premier trimestre. Il s'explique en outre par la réalisation de 6 milliards de FCFA de ressources au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural contre 1,1 milliard de FCFA prévu. Les recettes non fiscales comprennent également 10,3 milliards de FCFA de revenus du domaine et 2,1 milliards de FCFA de surcote réalisée sur les émissions de titres publics.

Quant aux **dons**, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **10,6** milliards de FCFA pour une prévision de 26,4 milliards de FCFA. Ce faible niveau de réalisation, composé de dons-projets, est essentiellement imputable aux paiements directs effectués par certains bailleurs et dont les pièces justificatives ne sont pas communiquées en vue de leur transcription budgétaire.

1.2. Les ressources de trésorerie

Les **transferts des entreprises**, correspondant aux versements effectués par les entreprises publiques en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **26,3** milliards de FCFA dont **25,7** milliards de FCFA provenant du Port Autonome d'Abidjan.

Les **émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier** ont permis de mobiliser **1.832,6** milliards de FCFA dont 549 milliards de FCFA d'émission de titres infra annuels et 1.283,6 milliards de FCFA d'émissions budgétaires, pour une prévision de 1.205 milliards de FCFA. Les émissions budgétaires de 1.283,6 milliards de FCFA comprennent 507 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émises par adjudication, 397,3 milliards FCFA de bons du Trésor et 379,3 milliards d'emprunts obligataires.

Concernant les **ressources extérieures**, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **200,3** milliards de FCFA à fin mars pour un objectif de 267,6 milliards de FCFA. Elles comprennent exclusivement des emprunts-projets.

II – EXECUTION DES DEPENSES

A fin mars 2025, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de **3.600,3** milliards de FCFA pour une prévision de 3.241,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 111,1%. Ces dépenses se déclinent comme ci-après.

II. 1. Les dépenses budgétaires

Les **charges financières de la dette publique** ont été réglées à hauteur de **486,5** milliards de FCFA pour une prévision de 434,4 milliards de FCFA. Le dépassement de 52,1 milliards de FCFA résulte principalement du niveau des remboursements des mobilisations réalisées en 2024 au-delà du niveau prévisionnel.

Les **dépenses de personnel** ont été payées à hauteur de **694,7** milliards de FCFA pour un objectif de 688,9 milliards de FCFA, soit un dépassement de 5,8 milliards de FCFA en relation avec un traitement plus diligent des dossiers de premier mandatement.

Les **dépenses d'abonnement** ont été exécutées à hauteur de **43,8** milliards de FCFA pour une prévision de **37,9** milliards de FCFA, soit un écart positif de 5,9 milliards de FCFA. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (38 milliards de FCFA), de téléphone (4 milliards de FCFA) et d'eau (1,8 milliard de FCFA).

Les **autres achats de biens et services** se sont chiffrés à **188,8** milliards de FCFA contre une prévision de 177,3 milliards de FCFA.

Les **transferts** (hors dépenses liées au CNS et aux élections) ont été exécutés à hauteur de **146,8** milliards de FCFA, pour une prévision de 121,7 milliards de FCFA, soit un dépassement de 25,2 milliards de FCFA dont 7,5 milliards de FCFA au titre de la subvention au secteur électricité non initialement prévue au premier trimestre et 7 milliards de FCFA au titre des transferts aux EPN (28,4 milliards de FCFA contre 21,4 milliards de FCFA en prévision). Ces dépenses incluent également la subvention aux écoles privées (37,2 milliards de FCFA), les bourses et pécules (19,2 milliards de FCFA) et les transferts aux collectivités décentralisées (9,1 milliards de FCFA).

Concernant les **dépenses de sécurité et d'élections**, elles sont ressorties à **103,4** milliards de FCFA contre une prévision de 142,8 milliards de FCFA.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles affichent un niveau d'exécution de **640,8** milliards de FCFA contre une prévision de 781,4 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 82%. Ce niveau d'exécution comprend 429,9 milliards de FCFA de dépenses d'investissement financées sur Trésor avec un taux d'exécution de 92%, ainsi que 210,9 milliards de FCFA d'investissements sur financement extérieur de projets avec un taux d'exécution de 72%.

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères fait ressortir que vingt-six (26) d'entre eux affichent des taux d'exécution inférieurs à 25% et douze (12) présentent des taux d'exécution supérieurs à 25%.

II.2. Les charges de trésorerie

Les **charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique, ont été réglées à hauteur de **1.295,6** milliards FCFA pour une projection de 857,2 milliards de FCFA.

L'écart de 438,3 milliards de FCFA s'explique principalement par l'impact du recourt aux instruments de court terme en fin 2024, suite au durcissement des conditions du marché sous régional.

II.3. Les dépenses de lutte contre la pauvreté et dépenses sociales spécifiques

Les dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales ainsi que les dépenses sociales spécifiques se sont établies respectivement à **898** milliards de FCFA et **283,1** milliards de FCFA à fin mars 2025, au-dessus des objectifs planchers respectifs de 844,8 milliards de FCFA et de 244 milliards de FCFA.

CONCLUSION

Au terme du premier trimestre de l'année 2025, l'exécution du budget de l'Etat a été caractérisée par une mobilisation relativement satisfaisante des recettes et une bonne maîtrise de l'exécution des dépenses budgétaires.

En effet, les recettes budgétaires, constituées des recettes fiscales, recettes non fiscales et dons, ont enregistré un taux de recouvrement global de 97,9% par rapport à l'objectif du trimestre. Quant aux dépenses, elles ont été exécutées à hauteur de 111,6% par rapport aux prévisions, avec 96,6% au titre des dépenses budgétaires.

Les efforts d'amélioration du recouvrement des recettes, de maîtrise des charges de fonctionnement et d'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement seront poursuivis au cours du second trimestre 2025, dans la perspective de l'atteinte des objectifs budgétaires du programme économique et financier, garantissant également la bonne mise en œuvre du PND 2021-2025.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget de l'Etat à fin mars 2025 soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET**



[Signature]
Adama COULIBALY

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin mars 2025)

(en millions de FCFA)

RESSOURCES	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)	DEPENSES	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES							
RECETTES FISCALES (v.c. IIR)				CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE			
- DGI	7 653,6	1 635,6	1 592,1	Dettes intérieures	1 514,7	434,4	406,6
- TRESOR	4 650,1	854,8	859,4	Dettes extérieures	627,1	117,0	123,0
DGD (hors P.C.S. P.C.C. et S.G.S.)	13,7	2,8	5,0	PERSONNEL	887,5	317,3	363,5
TVA exonérée	2 989,7	721,4	721,5		2 532,6	688,9	694,7
		56,5	6,2				
RECETTES NON FISCALES (v.c. IIR)				ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)			
Recettes non fiscales du Trésor	221,2	21,9	45,1	Amortissement	1 064,0	215,2	232,6
Revenus du domaine DGI	83,4	7,6	15,5	Autres achats de biens et services	151,6	37,9	43,6
Bonus de signature secteur pétrolier	53,4	13,2	10,3		912,4	177,3	188,8
Licences de télécommunication	0,0	0,0	11,2	TRANSFERTS (hors Coud 19, CNS et élections)			
Fonds d'investissement en milieu rural	0,1	0,0	0,0	Subvention au secteur électrique	807,7	121,7	146,8
Autres recettes non fiscales	10,9	1,1	6,0	Autres transferts	69,4	0,0	7,5
	73,5	0,0	2,1		738,3	121,7	139,4
DONS				DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS			
	267,9	26,4	10,5	Sur financement intérieur	147,0	142,8	103,4
Dons programmes					147,0	142,8	103,4
AFD (C2D)	162,6	0,0	0,0				
GVT Espagnol (PCD)	148,7	0,0	0,0				
UE	0,0	0,0	0,0				
BEI	13,8	0,0	0,0				
Dons projets				INVESTISSEMENT			
	105,5	26,4	10,6	- Trésor (v.c. FMR et FER)	4 055,3	781,4	640,8
				Projets C2D et PCD	2 611,7	487,6	429,9
				Investissement FMR	148,7	0,0	8,9
				Fonds d'Entretien Routier	10,9	1,1	6,0
				Autres investissements	266,5	53,3	64,4
				- Financement extérieur des projets	2 185,7	433,1	250,6
				Emprunts projets	1 443,6	284,0	210,9
				Dons-projets	1 338,1	267,6	200,3
					105,5	26,4	10,6
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	8 142,7	1 683,9	1 647,8	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	10 121,2	2 384,3	2 304,7
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE							
Privatisation et ventes d'actifs	1,0	0,0	0,0	Amortissement de la dette publique			
Transfert des entreprises/dette rattachée	78,2	24,1	26,3	Dettes intérieures	4 121,0	857,2	1 295,6
Emprunts sur marchés monétaire et financier	3 430,1	1 205,0	1 832,6	Dettes extérieures	2 713,5	521,1	1 041,4
Emprunts obligataires		325,0	379,3		1 407,5	336,1	254,2
Bons et obligations du Trésor		565,0	1 453,3		148,7		
dont bons infra annuels encasés en stock			549,0				
Financement en devises							
Emprunts programmes	315,0	315,0	0,0				
FMI (y compris ERF)	1 262,1	20,1	0,0				
Banque Mondiale	952,1						
Banque Africaine de Développement	122,2						
AFD (Autre appui budgétaire)	45,1	20,1	0,0				
Allemagne	0,0						
JICA	0,0						
Autres	128,7						
Emprunts-projets	1 338,1	267,6	200,3				
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	6 099,5	1 516,9	2 059,2	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	4 121,0	857,2	1 295,6
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	14 242,2	3 200,7	3 707,0	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	14 242,2	3 241,6	3 600,3

Source: DGI, DGD, DGTCP, DGF, DGBF

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin mars 2025)

En milliards de FCFA

LIBELLES	Mars 2025		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (y/c TVA exonérée)	1 635,6	1 592,1	-43,5
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (hors TVA exonérée)	1 579,1	1 585,9	6,8
DGI	854,8	859,4	4,6
Impôts directs	386,0	381,8	-4,2
Impôts sur bénéfices	129,6	128,4	-1,2
BIC pétrole et gaz	21,1	41,7	20,6
- BIC pétrole	0,0	10,3	10,3
- BIC gaz	21,1	31,4	10,3
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	364,9	340,1	-24,8
- BIC hors pétrole	90,6	72,0	-18,5
- Impôt synthétique et AIRSI	12,7	10,5	-2,2
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	5,2	4,2	-1,0
- Impôts sur revenus et salaires	231,1	229,8	-1,2
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	25,3	23,5	-1,8
Impôts indirects	468,8	477,6	8,8
TVA (hors part secteur électricité)	229,5	211,1	-18,5
TOB	37,6	34,7	-2,9
Taxe sur boissons et tabacs	27,9	33,5	5,6
Droits d'enregistrement et de timbre	105,1	111,5	6,5
<i>dont enregistrement café cacao</i>	67,8	74,2	6,5
Patentes et Licences	9,5	8,7	-0,8
Taxe d'exploitation pétrolière	0,0	4,4	4,4
Taxe d'exploitation du gaz	9,1	14,4	5,3
Taxe sur les télécommunications	21,2	18,3	-2,9
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	9,6	7,5	-2,1
Taxe ad valorem	17,5	32,0	14,5
Taxe pour le développement touristique	0,3	0,3	0,0
Taxe/sachet et mat plast	0,0	0,1	0,1
Accises et autres taxes indirectes	1,4	1,0	-0,5
<i>Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques</i>	0,7	0,5	-0,2
TRESOR	2,8	5,0	2,2
Impôts directs	2,4	4,5	2,1
Impôts sur revenus et salaires	2,4	4,5	2,1
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,4	0,4	0,1
Timbres et vignettes	0,4	0,4	0,1
Autres indirects	0,0	0,0	0,0
DGD (hors PCC, PCS et RPI)	721,4	721,5	0,0
Droits et taxes à l'importation	477,1	490,7	13,6
Taxes sur produits pétroliers	145,0	151,4	6,4
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	332,1	339,3	7,2
Taxes à l'exportation	244,3	230,8	-13,5
TVA Exonérée	56,5	6,2	-50,3
DGI		0,1	0,1
DGD		6,1	6,1

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBE

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

(En FCFA)

INSTITUTIONS/ MINISTÈRES	Dotation 2025	Exécution fin mars 2025	Taux d'exécution fin mars 2025
Ministère du Tourisme et des Loisirs	1 025 000 000	0	0,0%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	8 304 415 241	112 927 666	1,4%
Ministère Délégué auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	2 510 521 825	85 170 000	3,4%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	9 819 793 936	366 596 055	3,7%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	37 080 675 054	1 815 639 281	4,9%
Ministère de la Communication	1 400 000 000	77 916 870	5,6%
Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier	434 649 056 901	29 761 208 902	6,8%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	327 849 096 945	23 307 744 288	7,1%
Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	164 510 000	11 816 700	7,2%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	54 118 894 320	4 207 298 311	7,8%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 509 427 340	136 027 062	9,0%
Ministère d'État, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	6 828 093 487	873 523 015	12,8%
Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	257 480 320 756	34 311 176 971	13,3%
Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation	193 414 542 486	29 852 027 505	15,4%
Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement	10 663 562 530	1 737 801 480	16,3%
Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie	19 467 409 130	3 249 714 460	16,7%
Représentation Nationale	1 500 000 000	255 000 000	17,0%
Cour de Cassation	250 000 000	42 500 000	17,0%
Cour des Comptes	1 009 400 000	171 598 000	17,0%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	65 083 380 538	11 673 185 297	17,9%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	25 459 564 231	4 928 349 999	19,4%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	26 394 944 860	5 219 780 004	19,8%
Ministère des Transports	288 863 138 802	57 743 824 951	20,0%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	83 708 529 288	17 010 795 104	20,3%
Ministère d'État, Ministère de la Défense	50 000 000 000	11 494 862 674	23,0%
Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	37 143 255 853	8 946 311 973	24,1%
Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre des Sports et du Cadre de Vie)	37 892 289 793	9 472 891 522	25,0%
Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	9 635 037 500	2 534 914 879	26,3%
Ministère d'État, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	204 640 754 297	57 331 404 968	28,0%
Ministère des Eaux et Forêts	41 124 340 854	11 794 679 543	28,7%
Ministère des Finances et du Budget (hors dépenses communes)	152 331 124 638	45 963 769 344	30,2%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	214 544 607 748	75 886 636 140	35,4%
Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'État et des Entreprises Publiques	8 374 051 321	3 223 011 637	38,5%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie	137 406 139 065	53 054 039 736	38,6%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	24 072 152 152	10 566 434 201	43,9%
Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	7 553 096 137	3 575 757 920	47,3%
Présidence de la République	32 206 900 000	17 187 153 000	53,4%
Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	57 019 436 068	32 477 342 575	57,0%
Total hors dépenses communes et comptes spéciaux	2 872 497 463 096	570 460 832 033	19,9%
Dépenses communes	940 475 096 252	0	0,0%
Compte spéciaux	277 327 286 000	70 330 817 604	25,4%
Total Général	4 090 299 845 348	640 791 649 637	15,7%

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin mars 2025

(En FCFA)

DOMAINES	2024	2025		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif fin mars	Exécution à fin mars
01 Agriculture et développement rural	121 608 687 681	103 386 380 369	24 279 587 604	40 161 581 513
01.0 Administration générale	16 946 811 057	16 562 489 569	4 339 447 381	7 003 688 365
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	35 476 561 161	25 455 104 141	6 238 527 936	14 786 188 289
01.2 Formation et encadrement	47 636 802 269	41 043 586 225	9 426 246 354	9 228 319 584
01.3 Aménagement hydro-agricole	8 638 513 194	9 474 914 434	2 167 527 019	3 163 385 275
01.4 Autres investissements en milieu rural (FIMR)	12 910 000 000	10 850 286 000	2 136 070 862	5 980 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	16 354 280 169	17 596 710 359	3 246 422 622	3 073 112 265
02.0 Administration générale / formation et encadrement	9 423 300 793	10 979 124 979	2 758 514 468	2 699 515 795
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 316 393 994	2 462 652 089	170 027 390	91 355 255
02.2 Pêche et aquaculture	4 614 585 382	4 154 933 292	317 880 765	282 241 215
03 Education	1 751 292 991 102	1 885 226 883 798	452 620 011 488	522 714 472 645
03.0 Administration générale	140 973 003 864	124 379 017 284	31 489 703 378	25 533 302 518
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	738 291 090 170	751 987 620 612	151 606 545 181	197 669 599 644
03.2 Alphabétisation	642 455 045	720 245 213	175 213 499	0
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	585 878 639 889	703 771 362 038	184 028 915 571	235 066 000 550
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	285 507 802 134	304 368 638 651	87 772 842 353	64 445 569 933
04 Santé	665 611 394 421	767 842 264 441	131 769 858 614	118 694 501 372
04.00 Administration générale santé	303 029 751 001	367 641 383 930	66 593 683 235	83 596 375 791
04.01 Système de santé primaire	163 355 104 974	181 523 657 492	21 920 485 390	18 235 150 078
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	5 008 166 328	2 100 000 000	551 250 000	0
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	103 838 084 552	123 973 288 429	22 319 855 126	1 006 823 829
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	23 115 065 553	4 095 593 082	747 086 322	2 223 087 598
04.05 VIH/SIDA	7 046 594 366	29 394 833 187	11 834 974 472	124 951 694
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisées	60 218 627 647	59 113 508 321	14 823 894 944	13 508 112 382
05 Eau et Assainissement	202 625 331 898	213 086 061 759	33 065 181 290	37 255 596 408
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	105 163 733 976	111 075 855 416	21 185 048 163	18 641 648 238
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	97 461 597 922	102 010 206 342	11 820 266 428	18 613 948 170
06 Energie	126 400 760 858	127 266 410 640	42 407 642 858	20 466 255 888
06.1 Accès à l'électricité	126 400 760 858	127 266 410 640	42 407 642 858	20 466 255 888
07 Routes et ouvrages d'art	375 639 998 128	422 009 734 123	94 831 500 964	48 729 501 596
07.1 Entretien pistes rurales	13 818 450 841	8 653 099 033	1 443 898 541	111 852 321
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	201 067 656 237	143 569 440 624	12 630 853 208	14 027 277 470
07.3 Autres travaux routiers	160 753 891 050	269 787 194 465	81 248 473 609	34 590 371 805
08 Affaires Sociales	114 366 967 679	91 772 680 265	20 735 067 367	46 471 039 207
08.0 Administration générale	18 561 762 128	17 831 047 410	5 510 583 047	7 332 409 019
08.1 Formations destinées aux femmes	3 019 111 991	4 376 684 273	965 229 959	259 229 000
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	32 848 349 020	28 476 058 697	7 655 460 954	7 003 911 038
08.3 Formation au personnel d'appui	1 577 369 716	1 541 374 865	435 669 406	336 618 257
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	58 360 374 824	39 547 515 020	6 558 750 583	31 538 871 893
09 Décentralisation	131 965 961 967	165 309 274 257	29 168 994 246	37 610 657 551
09.1 Décentralisation	131 965 961 967	165 309 274 257	29 168 994 246	37 610 657 551
10 Reconstructions et réhabilitations	6 863 178 452	5 963 683 470	2 324 328 352	3 669 908 618
10.1 Reconstruction et réhabilitation	1 953 040 617	1 519 633 020	605 425 994	2 084 351 207
10.2 Habitat et logement sociaux	4 910 137 835	4 444 050 450	1 718 902 357	1 585 557 411
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	59 318 280 431	45 605 782 204	7 133 949 852	19 184 209 946
11.1 Promotion et insertion des jeunes	56 339 648 825	42 406 038 682	5 789 251 211	17 391 859 772
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	2 978 631 606	3 199 743 522	1 362 904 431	1 792 350 174
TOTAL	3 572 047 832 786	3 845 065 865 686	844 774 733 338	898 030 837 009

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 5 : TABLEAU DE SUIVI DES DEPENSES SOCIALES SPECIFIQUES SUR FINANCEMENT ETAT A FIN MARS 2025

ACTIVITES	Objectif annuel 2025	Objectif 1er Trimestre 2025	(En FCFA)	
			Total	Exécution fin mars 2025
PROTECTION SOCIALE	40 938 659 208	3 704 000 000	26 991 832 671	
Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux	16 000 000 000	800 000 000	19 800 137 023	
Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel	1 038 659 208	0	1 481 695 648	
Soutien aux indigents pour l'accès à la CMU	13 200 000 000	2 904 000 000	3 300 000 000	
Appui à l'opérationnalisation de la CMU	10 700 000 000	0	2 410 000 000	
Couverture Maladie Universelle	5 400 000 000	0	1 350 000 000	
Prendre en charge les primes des agents d'accueil/CMU	5 300 000 000	0	1 060 000 000	
SANTE	331 252 569 858	76 719 964 947	78 597 585 413	
Personnel santé fonctionnaire	277 793 812 239	68 717 416 712	71 922 245 837	
Renforcer les capacités d'intervention des CHR	1 220 441 993	1 000 000	0	
Renforcer les capacités d'intervention des HG	2 540 097 277	4 118 190	3 590 244	
Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR	3 229 099 008	5 141 313	2 801 528	
Renforcer les capacités d'intervention des CHU	7 724 933 992	1 626 301 893	1 581 301 893	
Gratuité des soins ciblés (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuation sanitaire	14 725 000 000	939 316 239	550 975 311	
Structures sanitaires spécialisées (SAMU, CNTS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.)	17 898 000 000	3 888 000 000	3 398 000 000	
Approvisionnement en médicaments	6 121 185 350	1 538 670 600	1 138 670 600	
EDUCATION	750 607 119 137	162 313 681 677	176 923 493 266	
Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES)	17 497 508 681	2 865 376 829	0	
Education primaire et préscolaire	687 235 170 968	159 183 891 225	176 659 079 644	
Programme de cantines scolaires	3 705 542 722	0	0	
Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et mallettes pédagogiques	9 486 302 000	0	0	
Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privées Laïcs et confessionnelles	6 544 645 100	0	0	
Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire	667 498 681 146	159 183 891 225	176 659 079 644	
Enseignement technique et formation professionnelle	45 874 439 489	264 413 623	264 413 622	
Mise en œuvre de l'Ecole de la Seconde Chance	2 866 500 000	0	0	
Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé	6 690 285 000	0	0	
Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT	1 057 654 490	264 413 623	264 413 622	
Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP	35 259 999 999	0	0	
EMPLOI DES JEUNES	5 062 431 362	1 259 729 159	607 542 490	
Programme Emploi Jeunes	4 133 172 938	1 163 531 775	0	
Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	394 988 405	0	533 474 985	
Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	238 000 000	22 129 879	0	
Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune	296 270 020	74 067 505	74 067 505	
TOTAL	1 127 860 779 564	243 997 375 783	283 120 453 840	

Source SIGOBE/DGBF